



**COMMISSION NATIONALE DE LA NEGOCIATION
COLLECTIVE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Fiche de présentation

Projet de décret relatif à l'activité des organismes certificateurs et au contrôle des financeurs

NOR : MTRD2327944D

1/ Objet :

La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a renforcé la démarche de qualité de la formation. Cette ambition s'est en particulier traduite par l'entrée en vigueur de la certification « Qualiopi processus certifié ».

En complément, le législateur a précisé qu'il appartenait aux organismes mentionnés à l'article L.6316-1 du code du travail d'assurer le contrôle de la qualité des actions qu'ils financent.

Le constat de manquements de la part d'organismes pourtant certifiés a montré l'importance du rôle confié aux financeurs en complément de la certification qualité pour garantir la qualité des actions de formation.

Toutefois, ce contrôle qualité des financeurs prévu à l'article L.6316-3 du code du travail a pu apparaître redondant par rapport aux audits menés par les certificateurs et son périmètre insuffisamment précis et partagé. Par ailleurs, les pouvoirs de contrôle des financeurs, en particulier des opérateurs de compétences notamment en matière d'apprentissage, et les conséquences de ces contrôles sont aujourd'hui limités.

Enfin, les enjeux de qualité nécessitent d'accentuer le suivi de l'activité des organismes certificateurs. Au-delà de l'enjeu de pilotage et de régulation pour l'Etat, il correspond aussi à une demande de transparence souhaitée par les représentants de l'offre de formation.

Le projet de décret a ainsi pour objet, d'une part, de favoriser la transparence sur l'activité des organismes certificateurs et des instances de labellisation délivrant la certification Qualiopi aux prestataires d'actions concourant au développement des compétences, et d'autre part, de préciser les modalités de contrôle de la qualité des actions de formation menés par les financeurs tout en renforçant les moyens d'actions des opérateurs de compétences et des associations Transitions pro dans le cadre de leurs contrôles.

2/ Entrée en vigueur :

Il est proposé que le projet de décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

3/ Contenu du texte :

1. Aller vers plus de transparence sur l'activité des organismes certificateurs

Le 1° de l'article 1^{er} du projet de décret prévoit de préciser le statut d'accréditation des organismes certificateurs sur le site du ministère et d'informer sur la cessation d'activité, le refus ou le retrait d'accréditation des organismes certificateurs.

Le 2° crée une obligation de transmission d'un rapport annuel d'activité par les organismes certificateurs et les instances de labellisation.

2. Améliorer l'efficacité des contrôles qualité et la complémentarité des acteurs

Le 3° définit le contrôle qualité des financeurs comme un contrôle de la réalisation et de la qualité des actions financées au regard des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui s'appliquent à ces actions. Il est ainsi rapproché du contrôle de service fait. L'article R.6316-7 est modifié pour permettre aux différents financeurs concernés, de coordonner leurs contrôles en plus de la faculté de les mutualiser.

Le 4° autorise la transmission d'un signalement d'un financeur vers le certificateur Qualiopi, qui pourra alors mener les vérifications nécessaires pour s'assurer de la conformité de l'organisme au référentiel. Auparavant, ces signalements devaient passer par la DGEFP.

3. Renforcer les moyens d'actions des OPCO et des Associations Transitions Pro dans le cadre du contrôle de service fait

Le 5° et le 6° visent à permettre aux OPCO et aux ATpro de prendre en compte les résultats de leurs contrôles dans leurs prochaines décisions de prise en charge et ainsi de refuser de prendre en charge de nouvelles actions d'un organisme qui aurait montré des défauts de qualité dans les douze derniers mois.

Le 7° supprime une disposition intégrée au nouvel article relatif à l'instruction des demandes de prise en charge.

Le 8° renforce le contrôle de service fait des OPCO et des ATpro, en leur permettant de demander des pièces complémentaires en cas de plaintes ou d'anomalie relative à l'exécution d'une action mentionnée à l'article L.6313-1 du code du travail et de réaliser des contrôles sur place. Il prévoit également la possibilité de prononcer un refus de prise en charge en cas d'obstacle au contrôle ou de constat d'inexécution des actions.

L'article 2 fixe la date d'entrée en vigueur du décret.